

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST (Ex-ECOSYS)

7 route de Montjean
La Pommeraye
CS80046
49620 Mauges-Sur-Loire

Références : 2024/779
Code AIOT : 0010008385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST (Ex-ECOSYS) implanté rue des Butelles ZI du Bois de Plantes 37700 Saint-Pierre-des-Corps. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST (Ex-ECOSYS)
- rue des Butelles ZI du Bois de Plantes 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010008385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

• Le site dispose du récépissé de déclaration n° 15643 en date du 15 juin 2000, • Par courrier du 12 septembre 2017, la préfecture d'Indre-et-Loire a acté que l'installation relève du régime de l'autorisation, • Le courrier de la Préfecture d'Indre-et-Loire du 3 février 2021 a pris acte de la nouvelle situation administrative du site sur les activités exercées. Actuellement, l'établissement est encadré par les arrêtés ministériels suivants : - L'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. - L'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. - L'arrêté ministériel du 12/07/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 (Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation). Compostage de matière végétale ou déchets végétaux. - L'arrêté ministériel du 05/12/16 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 1532-3 (stockages de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531). - L'arrêté ministériel du 23/05/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail ». Informations générales : Le site de Saint-Pierre-des-Corps a pour principale vocation la valorisation des déchets de bois sous forme de biomasse à destination des chaufferies ou de broyats à destination des fabricants de panneaux. L'activité de compostage reste limitée. Le site reçoit uniquement des déchets verts, des bois d'emballages, des bois traités (type panneaux de particules). Il n'y a pas de boues de station d'épuration ou de sous-produits animaux sur le site. Suite à la reprise du site par la société BRANGEON RECYCLAGE, une réorganisation du site de Saint-Pierre-des-Corps est prévue en 2025. Dans ce cadre l'exploitant devra déposer au minimum un "Porter à connaissance" et effectuer la procédure associée aux activités projetées.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Clôture (NC1)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		1_Article 3.2		justificatif à l'exploitant	
2	Risque accidentel et impact	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
5	Isolement du réseau de collecte (D7)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
6	Respect des autres législations et réglementations	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 7	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Eau (D4)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Installation électrique (D6)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture (NC1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès, clôture de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation. L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.
Constats : L'inspection a constaté de nouveau que les parties Ouest, Nord et Nord -Est de l'installation n'étaient pas clôturées efficacement. L'exploitant a indiqué qu'une réflexion globale était en cours sur ce site et que les activités existantes seraient modifiées lors du dépôt d'un porter à connaissance courant 1er semestre 2025. Les travaux de clôture seront réalisés à cette occasion d'après l'exploitant. Le constat précédent est reconduit. Pdc n° 1 : L'ensemble du site n'est pas clôturé et permet à des personnes étrangères de pénétrer sur le site sans difficulté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Risque accidentel et impact

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude d'impact et de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique

d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Dans le cadre de la reprise de la société ECOSYS et conformément au courrier de la préfecture d'Indre-et-Loire du 12 septembre 2017, la S.A.S. BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST en lieu et place de la société ECOSYS doit transmettre un dossier technique permettant d'évaluer l'impact et les dangers de l'installation, dans un délai de 12 mois.

Le dossier technique doit notamment comporter :

- sur l'impact :

- Une description complète du projet (exploitant, localisation, installations et process)
- Analyse de l'état initial du site et de son environnement (localisation, espaces naturels protégés aux alentours (faune-flore), risques naturels recensés, ...)
- Analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur son environnement
- Les mesures envisagées pour limiter et supprimer si possible les inconvénients de l'installation sur son environnement
- Les conditions de remise en état du site après exploitation

- sur les dangers de l'installation :

- L'identification des potentiels de dangers sur le site (sources)
- L'analyse du retour d'expérience interne et externe au site,
- Une analyse des risques, et des mesures de prévention et de protection
- La modélisation des scénarios retenus (accidents majeurs)
- L'analyse des conséquences d'un accident. Les mesures d'ordre technique ou d'organisation (mesure de prévention, moyens de lutte contre l'incendie et la pollution) visant à prévenir les accidents et la réduction de leurs effets sont proportionnées aux risques d'accidents majeurs identifiés sur l'installation sont présents dans le dossier technique.

Constats :

L'exploitant est dans l'attente d'une modification des activités sur le site qui est en cours de réflexion dans le groupe BRANGEON. Dès que la position du groupe sera décidée, l'exploitant transmettra les études d'impact et de dangers du site. L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant dispose d'un délai de 12 mois à compter du 08/04/2024 soit jusqu'au 08/04/2025 pour transmettre les études d'impact et de dangers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pdc n° 2 : L'exploitant transmet avant le 08/04/2025 une étude reprenant les différents impacts et dangers engendrés, afin d'identifier et maîtriser les dangers et risques liés aux accidents majeurs pouvant survenir dans son établissement de Saint-Pierre-des-Corps. La gestion des eaux pluviales du site et des eaux d'extinction doit être explicite dans le dossier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Eau (D4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Protection canalisation d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.

Constats :

L'inspection a constaté qu'un dispositif de clapet anti-retour avait été installé sur la canalisation d'eau potable.

Pdc n° 3 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installation électrique (D6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et vérification

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport n° 962SA/24/631 du 05/02/2024 de la société SOCOTEC ayant réalisé la vérification électrique de l'installation le 05/02/2024. Sur le rapport, 5 observations ont été relevées. L'exploitant a transmis en séance la facture n°04044365 du 16/10/2024 de la société IDR 37 ayant réalisé les travaux correctifs.

Pdc n° 4 : Pas de non-respect constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le nouvel exploitant a indiqué n'avoir aucune trace de suivi des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Isolement du réseau de collecte (D7)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucun travail n'avait été engagé sur l'installation pour contenir les eaux d'extinction issues d'incendie. L'inspection a constaté l'absence de bordure sur toute la périphérie du site afin de diriger les eaux susceptibles d'être polluées dans les avaloirs et les diriger vers le bassin de rétention. Celui-ci était rempli d'eau à environ 50 % de sa capacité et aucun dispositif de confinement des eaux dans le bassin n'a été constaté. Au même titre que les observations précédentes, l'exploitant a indiqué qu'il réalisera les travaux dès que le groupe BRANGEON ce sera positionné sur les activités futures du site. Le constat précédent est modifié comme suit. Pdc n° 5 : L'absence de bordure sur la périphérie du site et l'absence de dispositif de confinement sur le bassin de rétention ne permettent pas de maintenir sur site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Respect des autres législations et réglementations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)
Prescription contrôlée :

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Constats :

L'installation BRANGEON RECYCLAGE se situe dans une zone inondable et le Plan de Prévention Des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation (PPRI) Val de Tours-Val de Luynes approuvé par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2016 est opposable à l'installation. Dans ce cadre, l'inspection a transmis en amont une fiche sur le risque inondation à remplir par l'exploitant. L'inspection a commenté les réponses sur l'annexe 1 ci-jointe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pdc n° 6 : L'exploitant prend en compte le risque inondation dans son étude de danger.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours